

communautés économiques régionales – des ressources et la sélection des sites font partie intégrante des mesures de conseil en matière d'économie et de politique de développement.

Le soutien ciblé des communautés économiques régionales individuelles dans le domaine de l'infrastructure qualité offre l'opportunité d'établir, sur la base de critères techniques, un processus respectant les règles de répartition du travail et la reconnaissance mutuelle des prestations ainsi que des certificats. L'agenda politique et économique des communautés économiques s'en voit stimulé et ainsi doté de résultats présentables, solides et rapides.

Le PTB est actif au sein de pratiquement toutes les communautés économiques régionales par le biais de diverses mesures axées sur différents thèmes sectoriels.

NIVEAU MICRO | SUR LE PLAN NATIONAL

Le PTB soutient les institutions nationales de l'infrastructure qualité par le biais de mesures bilatérales autonomes. Selon la situation initiale, les mesures de consultation englobent la mise en place ou le développement d'une couverture assurant la protection des consommateurs ou bien l'appui sectoriel ciblé des prestations d'essais et d'étalonnage liées à des chaînes de valeurs et secteurs importants. Conformément au caractère »transversal« de l'infrastructure qualité, le soutien est axé sur la promotion du commerce, le développement rural, les filières agricoles, les capacités d'essais dans le domaine environnemental, l'énergie solaire ainsi que les secteurs pharmaceutique et de la santé. Ces projets permettent un travail de proximité avec le groupe cible, l'économie constituée en corporations ou des associations de la société civile.

Dans le cadre de mesures de comparaison et d'attestations d'aptitude, les prestations nationales sont intégrées à des opérations régionales. De cette manière, on veille à ce que les institutions nationales de l'infrastructure qualité se rapprochent de réseaux régionaux et que l'expertise professionnelle développée au niveau national puisse être exploitée pour renforcer les réseaux régionaux.

SUR LE PLAN GLOBAL | ALLIANCES STRATÉGIQUES

QUALITE POUR L'AFRIQUE n'est pas un concept isolé. Le PTB travaille en étroite concertation avec d'autres bailleurs de fonds bilatéraux ou multilatéraux afin d'assurer un processus cohérent respectant les règles de la répartition du travail. En outre, le PTB peut compter sur sa réputation au sein des organisations internationales spécialisées et sur le soutien de ces dernières pour que les intérêts de l'Afrique soient mieux entendus. Chaque fois qu'il s'avérera judicieux de le faire, des alliances stratégiques seront établies dans ce but.

Nos impacts : permettre la participation.

Il n'est pas simple de définir le terme abstrait qu'est la »qualité« et encore moins de rendre cette notion vérifiable. Nous sommes en mesure de relever ce défi. Les mesures de consultation stratégique et de sensibilisation réalisées auprès de la Commission de l'Union Africaine, des communautés économiques régionales et de leurs associations régionales spécialisées produisent l'effet escompté. Éviter les obstacles techniques au commerce ainsi que les mesures sanitaires et phytosanitaires injustifiées est le thème central non seulement dans le cadre des négociations relatives à la zone africaine de libre-échange, mais au sein de toutes les communautés économiques régionales concernées.

La mise en réseau régionale des institutions de l'infrastructure qualité progresse à vue d'œil et porte déjà ses fruits : les prestations de l'infrastructure qualité disponibles au niveau régional sont de plus en plus sollicitées, même au-delà des frontières, par des institutions africaines. La dépendance vis-à-vis de l'Europe dans ce domaine diminue progressivement, ce qui permet aux usagers de faire des économies.

Au niveau national, un nombre croissant de laboratoires et de centres d'essais qualifiés sont capables d'attester la conformité de produits et de prestations aux normes et règlements requis.

Le Forum Panafricain de l'Infrastructure Qualité est devenu l'interlocuteur central, et ce non seulement pour toutes les thématiques techniques, mais aussi en ce qui concerne la gouvernance de l'infrastructure qualité en Afrique.

QUALITE POUR L'AFRIQUE n'est pas une utopie mais il nécessite néanmoins un engagement commun durable.



© PTB/Ralf Bäcker



Qualité pour l'Afrique

Les transformations économiques en Afrique exigent de nouvelles réponses et de nouvelles mesures pour améliorer les conditions cadres en faveur d'un développement économique, écologiquement et socialement durable. La Coopération Internationale du PTB avec le continent africain repose sur près de 50 ans d'expérience. QUALITE POUR L'AFRIQUE profite

de l'analyse conceptionnelle de ces expériences et estimations réalistes pour appuyer les opportunités et potentiels de l'Afrique. QUALITE POUR L'AFRIQUE pose les jalons d'une ligne d'action commune tout en tenant compte des aspects d'une croissance écologiquement durable et d'un développement social.

Dans les pays en développement, une croissance non seulement écologiquement et socialement durable, mais permettant également de faire reculer la pauvreté grâce à son caractère inclusif n'est possible qu'avec un système d'infrastructure qualité opérationnel.

Le faible taux d'intégration au commerce international rend le développement économique difficile en Afrique. La part de l'Afrique dans les échanges commerciaux mondiaux n'est que d'environ 3 % et le commerce intra-africain ne représente que 0,5 % du commerce mondial total. L'augmentation des échanges intra-africains de marchandises et de services représente une étape intermédiaire significative vers une meilleure intégration à l'économie mondiale. Il s'agit d'un objectif poursuivi par de nombreuses communautés économiques régionales en Afrique et qui devrait faire considérablement augmenter la production de produits finis et semi-finis. De même, de nombreux programmes (comme par exemple le Plan d'action pour l'intensification du Commerce Intra-Africain de l'Union Africaine (2012)) donnent le ton lorsqu'il s'agit d'activer le commerce régional. Avec leurs zones de libre-échange, les communautés économiques régionales sont un bon point de départ pour atteindre progressivement l'objectif d'une zone de libre-échange continentale (ZLEC) panafricaine.

»La réduction des obstacles au commerce – tarifaires ou non – ainsi que des mesures provoquant des distorsions dans les échanges est importante pour que l'Afrique puisse déployer tous ses potentiels de développement« [2011, Allemagne et Afrique – Concept du Gouvernement Fédéral, p. 13 de la version allemande]

Chaque étape d'intégration régionale et de coopération en matière de politique de commerce réussie implique toutefois la suppression d'obstacles techniques au commerce et de mesures sanitaires et phytosanitaires injustifiées. C'est le cas par exemple de l'harmonisation des normes de qualité ou encore des dispositions légales concernant la composition de certains produits. Ceci ne peut cependant souvent pas être assuré par les institutions de l'infrastructure qualité africaine car les prestations proposées pour prouver la conformité de produits à des directives internationales sont souvent insuffisantes ou ne correspondent pas aux directives internationales.

En raison des déficits en matière de protection de l'environnement et du climat, le développement de l'Afrique n'est pas suffisamment durable sur le plan écologique. En outre, si l'on part du principe que le produit intérieur brut va tripler en Afrique d'ici 2030, il faut également s'attendre à une forte augmentation des besoins en énergie. Les exigences de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine associent donc les objectifs d'une croissance économique durable aux priorités de la durabilité écologique, de la protection de l'environnement et du développement des énergies issues de sources renouvelables.

De nombreux pays d'Afrique sont cependant encore fortement dépendants des énergies fossiles. La part encore trop faible des

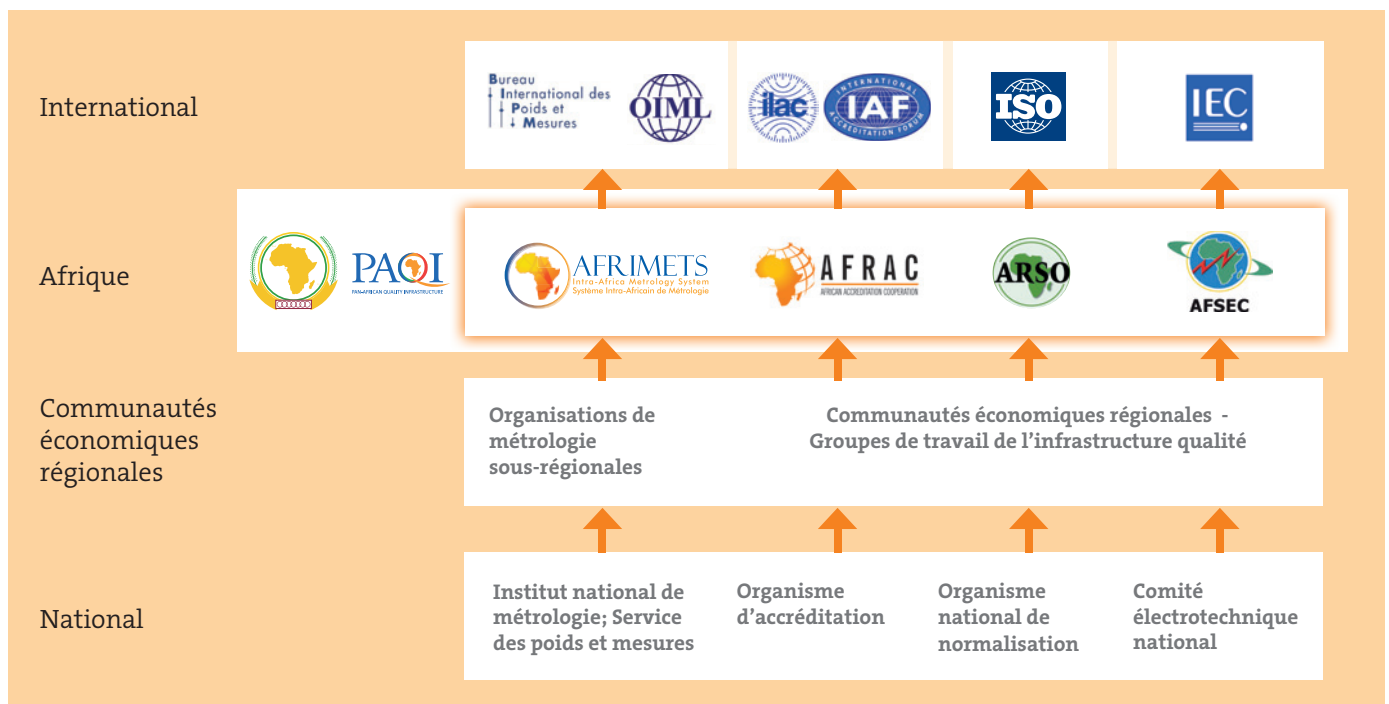
énergies renouvelables, un manque de conscience écologique, mais aussi le manque de contrôle et de surveillance de l'environnement provoquent la pollution des ressources et habitats naturels. Une infrastructure qualité opérationnelle est nécessaire, que ce soit pour le développement des énergies de sources renouvelables ou pour une protection accrue de l'environnement, mais dans de nombreux pays d'Afrique, elle reste insuffisamment développée. Il est donc souvent impossible de vérifier par exemple la puissance et la sécurité des installations solaires. Les données indiquant l'état de l'environnement qui sont requises pour la protection de l'environnement ne peuvent pas être recueillies.

Un développement socialement durable de l'Afrique passe par la protection de la santé. Dans pratiquement tous les états d'Afrique centrale et d'Afrique de l'ouest, l'espérance de vie est encore inférieure à 60 ans. Des prestations de santé efficaces requièrent des institutions de diagnostic médical et traitement opérationnelles. Un échantillon de sang, par exemple, doit pouvoir être analysé de manière à produire des résultats fiables permettant un diagnostic exact. Une surveillance du marché efficace est également nécessaire si l'on veut protéger la population de médicaments contrefaits ou de mauvaise qualité, car de nombreux médicaments importés ou produits localement ne répondent pas aux exigences internationales. Dans tous ces domaines, les institutions de l'infrastructure qualité ne sont souvent pas encore suffisamment développées pour véritablement améliorer la santé de la population.

Il n'est ni possible, ni même souhaitable que chaque pays développe et entretienne l'intégralité de l'infrastructure nécessaire à l'assurance de la qualité. Chaque pays ne peut pas fournir les compétences techniques requises pour une collaboration qualifiée au sein des organismes internationaux. Il y a là un immense potentiel de division des tâches qu'il est non seulement judicieux mais impératif de mettre en œuvre dans le cadre de la coopération régionale et panafricaine.



Le paysage de la coopération technique du PTB en Afrique



© Physikalisch-Technische Bundesanstalt

Notre contribution : accompagner le développement.

Le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) est le plus gros bailleur de fonds bilatéral dans le domaine de l'infrastructure qualité en Afrique. L'excellente compétence technique du PTB, associée à des connexions au sein de toutes les associations internationales spécialisées représentent un excellent point de départ pour une coopération au développement fructueuse et durable.

Conformément au Traité d'Abuja Instituant la Communauté Économique Africaine (1991), le PTB soutient l'Afrique dans ses efforts de concertation panafricaine concernant les éléments importants de l'infrastructure qualité et la collaboration au sein des organismes internationaux de l'infrastructure qualité. Dans ce contexte, non seulement les états africains doivent faire partie intégrante du réseau des associations internationales spécialisées, mais une représentation compétente des intérêts panafricains exige également une ligne d'action concertée et coordonnée pour aider l'Afrique à mieux faire entendre sa voix.

Afin de répondre à ces exigences, le concept QUALITE POUR L'AFRIQUE du PTB repose sur une approche multi-niveaux dont les différents plans d'intervention sont interconnectés au niveau technique et forment des synergies.

NIVEAU MACRO | SUR LE PLAN PANAFRICAIN

La République fédérale d'Allemagne soutient le développement des institutions de toutes les instances panafricaines de l'infrastructure qualité en harmonie avec le développement du continent africain. Depuis 2013, à l'instar d'autres continents, les quatre piliers permettant de déterminer la qualité ont été

mis en place et forment ensemble le forum de l'infrastructure qualité panafricaine (Pan-African Quality Infrastructure, PAQI). PAQI est la plateforme reconnue pour tous les aspects ayant trait à la normalisation, à la métrologie, à l'accréditation et à l'évaluation de la conformité [Déclaration de la Conférence des Ministres de l'Industrie Africains, 2013].

NIVEAU MÉSO | SUR LE PLAN RÉGIONAL

QUALITE POUR L'AFRIQUE soutient la mise en place d'associations subrégionales spécialisées. Dans ce contexte, le PTB s'efforce de créer un lien plus étroit entre ces réseaux spécialisés et les communautés économiques régionales afin d'obtenir un degré d'efficacité maximum. Il est donc vital pour les communautés économiques régionales de disposer, au sein de la communauté, d'une infrastructure qualité opérationnelle et mutuellement reconnue.

Des conditions cadres favorables au développement sont créées en tenant compte des structures et réglementations globales – l'objectif étant, non pas de créer des capacités d'essais et de mesure complètes dans chacun des pays membres des communautés économiques régionales, mais de les concevoir en fonction du secteur concerné et selon le principe de la répartition des tâches. Ceci est également valable pour les organismes d'accréditation et de certification et pour toutes les ressources humaines concernées (techniciens et experts qualifiés et reconnus).

La détection des synergies respectives, tout comme la répartition – clairement thématifiée au niveau politique dans les